

MEMORIAL

DU

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.



Memorial

des

Großherzogthums Luxemburg.

SAMEDI, 24 juillet 1886.

N. 41.

Samstag, 24. Juli 1886.

Arrêté royal grand-ducal du 21 juillet 1886, déterminant le tracé de la section de chemin de fer de Troisvierges à la frontière prussienne vers St-Vith.

Nous GUILLAUME III, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc., etc., etc. ;

Vu la loi du 7 mai 1884, concernant l'établissement d'un chemin de fer de St-Vith vers Troisvierges ;

Vu la convention du 28 mars 1884, passée entre le Gouvernement et la société des chemins de fer Guillaume-Luxembourg, pour la concession de la section de ce chemin de fer située sur le territoire grand-ducal ;

Vu la loi du 17 décembre 1859, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Notre Conseil d'État entendu ;

Sur le rapport de Notre Ministre d'État, président du Gouvernement, et après délibération du Gouvernement en conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. La ligne de chemin de fer de Troisvierges à la frontière prussienne vers St-Vith se détachera de la ligne de Luxembourg à Spa, à proximité de la tête côté nord du tunnel situé à l'extrémité de la gare de Troisvierges, se développera, après avoir quitté la vallée de la Woltz, dans la vallée secondaire qui y débouche

Königl.-Großh. Beschluß vom 21. Juli 1886, wodurch das Tracé der Eisenbahnsektion von Alfingen nach der preussischen Grenze in der Richtung auf St. Vith bestimmt wird.

Wir Wilhelm III, von Gottes Gnaden, König der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau, Großherzog von Luxemburg, etc., etc., etc. ;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 7. Mai 1884, betreffend die Herstellung einer Eisenbahn von St. Vith in der Richtung auf Alfingen ;

Nach Einsicht des am 28. März 1884 zwischen der Regierung und der Wilhelm-Luxemburg-Eisenbahngesellschaft abgeschlossenen Vertrages, die Concession des auf Großherzoglichem Gebiete belegenen Theiles dieser Bahn betreffend ;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 17. Dezember 1859, über die Enteignung wegen öffentlichen Nutzens ;

Nach Anhörung Unseres Staatsrathes ;

Auf den Bericht Unseres Staatsministers, Präsidenten der Regierung, und nach Berathung der Regierung im Conseil ;

Haben beschlossen und beschließen :

Art. 1. Die Eisenbahnstrecke von Alfingen nach der preussischen Grenze, in der Richtung auf St. Vith, zweigt in der Nähe des Nordtopfes des am Ende des Bahnhofes Alfingen gelegenen Tunnels von der Linie Luxemburg—Spa ab, verfolgt, nach Verlassen des Woltz-Thales, das in dasselbe mündende Nebenthal, welches am

et qui a son origine au point du col de partage entre les versants de la Clerf et de l'Our, pour passer ensuite en tunnel sous ce col de partage et atteindre la frontière prussienne.

Art. 2. La direction plus spéciale du tracé ainsi que les plans seront approuvés par Notre Ministre d'État, président du Gouvernement.

Art. 3. La construction de la ligne de chemin de fer ci-dessus désignée, ainsi que les travaux d'agrandissement de la station de Troisvierges, en vue de l'exploitation de la dite ligne, sont déclarés d'utilité publique.

Art. 4. Notre Ministre d'État, président du Gouvernement et Notre Directeur général de la justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Scoestyck, le 21 juillet 1886.

*Le Ministre d'État,
Président du Gouvernement,*
ED. THILGES.

*Le Directeur général
de la justice,*
P. EYSCHEN.

GUILLAUME.

Scheidpunkte der Abhänge der Clerf und der Our seinen Anfang nimmt, um alsdann vermittelst Tunnel diesen Scheidepunkt zu durchschneiden und die preussische Grenze zu erreichen.

Art. 2. Die nähere Richtung des Tracé sowie die Pläne sind durch Unsern Staatsminister, Präsidenten der Regierung, zu genehmigen.

Art. 3. Der Bau der vorbezeichneten Eisenbahnstrecke, sowie die durch den Betrieb besagter Linie benötigten Vergrößerungsarbeiten am Bahnhofe Wflingen sind für Gegenstand öffentlichen Nutzens erklärt.

Art. 4. Unser Staatsminister, Präsident der Regierung, und Unser General-Direktor der Justiz sind, ein Jeder insofern es ihn betrifft, mit der Ausführung gegenwärtigen Beschlusses beauftragt.

Scoestyck, den 21. Juli 1886.

Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
Ed. Thilges.

Der General-Director
der Justiz,
P. Eyschen.

Wilhelm.

*Arrêté royal grand-ducal du 21 juillet 1886,
portant nomination du jury d'examen pour le
stage judiciaire pendant l'année 1886—1887.*

Nous GUILLAUME III, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc., etc., etc. ;

Vu la loi du 23 août 1882, sur le stage judiciaire, ainsi que le règlement général du 2 novembre de la même année, et les dispositions renfermées dans la section IV de la loi du 8 mars 1875, sur les jurys d'examen pour la collation des grades ;

Sur le rapport de Notre Directeur général de la justice et après délibération du Gouvernement en conseil ;

*Königl.-Großh. Beschluß vom 21. Juli 1886,
die Ernennung der Prüfungsjury für die ge-
richtliche Stage während des Jahres 1886—
1887 betreffend.*

Wir Wilhelm III., von Gottes Gnaden, König der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau, Großherzog von Luxemburg, etc., etc., etc. ;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 23. August 1882, über die gerichtliche Stage, sowie des allgemeinen Reglementes vom 2. November desselben Jahres, und der in Section IV des Gesetzes vom 8. März 1875, über die Prüfungsjury zur Verleihung der Grade enthaltenen Verfügungen ;

Auf den Bericht Unseres Generaldirectors der Justiz und nach Berathung der Regierung im Conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. Sont nommés membres du jury prévu par l'art. 5 de la loi du 23 août précité : MM. *Vannerus*, président de la Cour supérieure de justice ; *Mergen*, conseiller honoraire et président au tribunal d'arrondissement à Diekirch ; *Thorn*, conseiller honoraire et procureur d'État à Luxembourg ; *Joseph Rischard*, conseiller honoraire et président du tribunal d'arrondissement à Luxembourg ; *Alexis Brasseur*, avocat-avoué à Luxembourg.

Art. 2. Sont nommés membres suppléants du même jury : MM. *Schaack*, conseiller à la Cour supérieure de justice ; *De Muyser*, avocat-avoué à Luxembourg ; *Ed. Simonis*, avocat-avoué à Luxembourg.

Art. 3. Notre Directeur général de la justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Sœstdyck, le 21 juillet 1886.

Le Directeur général
de la justice,
P. EYSCHEN.

GUILLAUME.

Arrêté royal grand-ducal du 21 juillet 1886, portant nomination des jurys d'examen pour la collation des grades pendant l'année 1886—1887.

Nous GUILLAUME III, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc., etc., etc ;

Vu les art. 46 et 47 de la loi du 8 mars 1875, concernant les jurys d'examen pour la collation des grades ;

Sur le rapport de Notre Directeur général des finances et après délibération du Gouvernement en conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. Sont nommés membres des jurys d'examen pour la collation des grades pendant l'année 1886—1887 :

Haben beschlossen und beschließen :

Art. 1. Es sind zu Mitgliedern der durch Art. 5 des vorerwähnten Gesetzes vom 23. August vorgesehenen Prüfungsjury ernannt, die *H. Vannerus*, Präsident des Obergerichtshofes ; *Mergen*, Ehren-Obergerichtsrath und Präsident des Bezirksgerichtes zu Diekirch ; *Thorn*, Ehren-Obergerichtsrath und Staatsanwalt zu Luxemburg ; *Jos. Rischard*, Ehren-Obergerichtsrath und Präsident des Bezirksgerichtes zu Luxemburg ; *Alex. Brasseur*, Advokat-Anwalt zu Luxemburg.

Art. 2. Zu Ergänzungsmitgliedern derselben Prüfungsjury sind ernannt, die *H. Schaack*, Obergerichtsrath ; *De Muyser*, Advokat-Anwalt zu Luxemburg ; *Ed. Simonis*, Advokat-Anwalt zu Luxemburg.

Art. 3. Unser General-Director der Justiz ist mit der Ausführung gegenwärtigen Beschlusses beauftragt.

Soestdyck, den 21. Juli 1886.

Der General-Director
der Justiz,
P. Eyschen.

Wilhelm.

Königl.-Großh. Beschluß vom 21. Juli 1886, die Ernennung der Prüfungsjury für die Verleihung der Grade während des Jahres 1886—1887 betreffend.

Wir Wilhelm III, von Gottes Gnaden, König der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau, Großherzog von Luxemburg, etc., etc., etc ;

Nach Einsicht der Art. 46 und 47 des Gesetzes vom 8. März 1875, über die Prüfungsjury zur Verleihung der Grade ;

Auf den Bericht Unseres General-Directors der Finanzen und nach Berathung der Regierung im Conseil ;

Haben beschlossen und beschließen :

Art. 1. Es sind zu Mitgliedern der Prüfungsjury für die Verleihung der Grade während des Jahres 1886—1887 ernannt :

I. Pour la philosophie et les lettres :

a) *Membres effectifs* : MM. *Henrion*, conseiller de Gouvernement; *Zahn*, sous-directeur de l'Athénée; *Ch. Mullendorff*, *Schaack* et *Muller*, professeurs à l'Athénée.

b) *Membres suppléants* : MM. *Peters*, membre de la commission des curateurs de l'Athénée; *Neumann* et *Stronck*, professeurs au même établissement.

II. Pour les sciences physiques et mathématiques :

a) *Membres effectifs* : MM. *de Colnet d'Huart*, directeur honoraire de l'Athénée; *Wittenauer*, membre de la commission des curateurs de l'Athénée et ingénieur à Luxembourg; *Klensch*, ingénieur et député à Luxembourg; *Auguste Mullendorff*, directeur du progymnase de Diekirch, et *Philippe*, professeur à l'Athénée.

b) *Membres suppléants* : MM. *de Waha* et *Math. Thill*, professeurs à l'Athénée, et *Ferron*, second commissaire des chemins de fer.

III. Pour les sciences naturelles :

a) *Membres effectifs* : MM. *de la Fontaine*, commissaire de district à Luxembourg; *Reuter*, *de Waha*, *Philippe* et *Math. Thill*, professeurs à l'Athénée.

b) *Membres suppléants* : MM. *Aschmann*, professeur-chimiste à l'école agricole d'Ettelbruck; *Valerius*, docteur en médecine, en chirurgie et en accouchement à Diekirch, et *Arens*, docteur en médecine à Luxembourg.

IV. Pour le droit :

a) *Membres effectifs* : MM. *Chomé*, procureur général d'État et conseiller d'État à Luxembourg; *Schaack*, conseiller à la Cour supérieure de justice et conseiller d'État à Luxembourg; *Thorn*, procureur d'État et conseiller d'État à Luxembourg; *J. Rischard*, président du tribunal de Luxembourg et conseiller honoraire, et *Brincour*, député et avocat-avoué à Luxembourg.

I. Für Philosophie und Philologie:

a) Zu Mitgliedern: Die H^H. *Henrion*, Regierungsrath; *Zahn*, Unterdirektor am Athenäum; *Karl Müllendorff*, *Schaack* und *Müller*, Professoren ebendasselbst.

b) Zu Ergänzungsmitgliedern: Die H^H. *Peters*, Mitglied des Curatoriums des Athenäums; *Neumann* und *Stronck*, Professoren ebendasselbst.

II. Für physikalische und mathematische Wissenschaften:

a) Zu Mitgliedern: Die H^H. *de Colnet d'Huart*, Ehrendirector des Athenäums; *Wittenauer*, Mitglied des Curatoriums des Athenäums und Ingenieur zu Luxemburg; *Klensch*, Deputirter und Ingenieur zu Luxemburg; *Aug. Müllendorff*, Director des Progymnasiums zu Diekirch, und *Philippe*, Professor am Athenäum.

b) Zu Ergänzungsmitgliedern: Die H^H. *de Waha* und *Math. Thill*, Professoren am Athenäum, und *Ferron*, 2. Regierungskommissar für die Eisenbahnen.

III. Für die Naturwissenschaften:

a) Zu Mitgliedern: die H^H. *de la Fontaine*, Districtskommissar zu Luxemburg; *Reuter*, *de Waha*, *Philippe* und *Math. Thill*, Professoren am Athenäum.

b) Zu Ergänzungsmitgliedern: Die H^H. *Aschmann*, Professor der Chemie an der Ackerbauschule zu Ettelbrück; *Valerius*, Doctor der Medicin, Chirurgie und Geburtshilfe zu Diekirch, und *Arens*, Doctor der Medicin zu Luxemburg.

IV. Für die Rechtswissenschaft:

a) Zu Mitgliedern: Die H^H. *Chomé*, Generalstaatsanwalt und Staatsrath zu Luxemburg; *Schaack*, Obergerichtsrath und Staatsrath zu Luxemburg; *Thorn*, Staatsanwalt und Staatsrath zu Luxemburg; *J. Rischard*, Präsident des Bezirksgerichtes zu Luxemburg und Ehren-Obergerichtsrath, und *Brincour*, Deputirter und Advokat-Anwalt zu Luxemburg.

b) *Membres suppléants* : MM. *Franck*, commissaire des chemins de fer ; *Adolphe Schmit*, avocat-avoué et député, et *Henri Neuman*, conseiller de Gouvernement.

V. Pour le notariat :

a) *Membres effectifs* : MM. *Ch. Rischard*, conseiller à la Cour supérieure de justice à Luxembourg ; *Mertens*, notaire à Wiltz ; *Brasseur*, député et avocat-avoué à Luxembourg ; *Rausch*, notaire à Luxembourg, et *Risch*, avocat-avoué et député à Luxembourg.

b) *Membres suppléants* : MM. *Schlessler*, avocat-général ; *Hemmer*, député et notaire à Cap, et *Kirpach*, notaire à Rambrouch.

VI. Pour la médecine :

a) *Membres effectifs* : Les docteurs en médecine, en chirurgie et en accouchement MM. *Niedercorn*, président du Collège médical à Luxembourg ; *Fonck*, membre du Collège médical à Luxembourg ; *Feltgen*, à Berschbach ; *Clasen*, membre du Collège médical à Grevenmacher, et *Alesch*, à Luxembourg.

b) *Membres suppléants* : Les docteurs en médecine, en chirurgie et en accouchement MM. *Gläserner*, membre du Collège médical à Diekirch ; *Metzler*, à Esch-sur-l'Alzette, et *Ch. Lefort*, médecin de canton à Echternach.

VII. Pour l'art vétérinaire :

a) *Membres effectifs* : MM. *Fischer*, président de la Commission d'agriculture, vétérinaire du Gouvernement à Luxembourg ; *Buffet*, député et ancien vétérinaire du Gouvernement à Wiltz ; *Wolff*, vétérinaire du Gouvernement à Diekirch ; *Neyen*, vétérinaire du Gouvernement à Remich, et *Siegen*, vétérinaire de la ville de Luxembourg.

b) *Membres suppléants* : Les vétérinaires du Gouvernement MM. *Krombach* à Redange ; *Knepper* à Echternach, et *Bourg* à Mersch.

VIII. Pour la pharmacie :

a) *Membres effectifs* : Les docteurs en médecine

b) Zu Ergänzungsmitgliedern : Die *H. Franck*, Regierungscommissar für die Eisenbahnen ; *Schmit Adolph*, Advokat-Anwalt und Deputirter, und *Heinrich Neuman*, Regierungsrath.

V. Für das Notariat :

a) Zu Mitgliedern : Die *H. R. Rischard* Obergerichtsrath zu Luxemburg ; *Mertens*, Notar zu Wiltz ; *Brasseur*, Deputirter und Advokat-Anwalt zu Luxemburg ; *Rausch*, Notar zu Luxemburg, und *Risch*, Deputirter und Advokat-Anwalt zu Luxemburg.

b) Zu Ergänzungsmitgliedern : Die *H. Schlessler*, General-Advokat ; *Hemmer*, Deputirter und Notar zu Cap, und *Kirpach*, Notar zu Rambrouch.

VI. Für die Medicin :

a) Zu Mitgliedern : Die Doctoren der Medicin, Chirurgie und Geburtshilfe, *H. Niedercorn*, Präsident des Medicinalcollegiums zu Luxemburg ; *Fonck*, Mitglied desselben Collegiums zu Luxemburg ; *Feltgen*, Arzt zu Berschbach ; *Clasen*, Mitglied des Medicinalcollegiums zu Grevenmacher, und *Alesch*, Arzt zu Luxemburg.

b) Zu Ergänzungsmitgliedern : Die Doctoren der Medicin, Chirurgie und Geburtshilfe, *H. Gläserner*, Mitglied des Medicinalcollegiums zu Diekirch ; *Metzler*, Arzt zu Esch a. d. Alzette, und *Karl Lefort*, Kantonalarzt zu Echternach.

VII. Für die Thierarzneikunde :

a) Zu Mitgliedern : Die *H. Fischer*, Präsident der Ackerbaucommission und Staatsthierarzt zu Luxemburg ; *Buffet*, Deputirte, ehemaliger Staatsthierarzt zu Wiltz ; *Wolff*, Staatsthierarzt zu Diekirch ; *Neyen*, Staatsthierarzt zu Remich, und *Siegen*, Stadtthierarzt zu Luxemburg.

b) Zu Ergänzungsmitgliedern : Die *H. Staatsthierärzte Krombach* zu Redingen ; *Knepper* zu Echternach und *Bourg* zu Mersch.

VIII. Für die Pharmaceutik :

a) Zu Mitgliedern : Die Doctoren der Me-

cine, en chirurgie et en accouchement MM. *Bourggraff*, membre du Collège médical ; *Koch*, médecin de canton à Luxembourg ; *Meyers* à Esch-sur-l'Alzette, et les pharmaciens MM. *Nelles* à Diekirch, et *Schoué* à Eich.

b) *Membres suppléants* : MM. *Arens*, docteur en médecine à Luxembourg ; *Schræder*, pharmacien à Luxembourg, et *Gusenburger*, pharmacien à Rodange.

Art. 2. Notre Directeur général des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Sæstdyk, le 21 juillet 1886.

Le Directeur général
des finances,
M. MONGENAST.

GUILLAUME.

dicin, Chirurgie und Geburtshilfe, H. Bourggraff, Mitglied des Medicinalcollegiums ; Koch, Kantonalarzt zu Luxemburg ; Meyers, Arzt zu Esch a. d. Alz, und die H. Apotheker Nelles aus Diekirch und Schoué aus Eich.

b) Zu Ergänzungsmitgliedern : Die H. Arens, Doctor der Medicin zu Luxemburg ; Schröder, Apotheker zu Luxemburg, und Gusenburger, Apotheker zu Rodingen.

Art. 2. Unser General-Director der Finanzen ist mit der Ausführung gegenwärtigen Beschlusses beauftragt

Sæstdyk, den 21. Juli 1886.

Der General-Director
der Finanzen,
M. M o n g e n a s t.

Wilhelm.

Arrêté du 23 juillet 1886, portant publication de la loi allemande relative à l'impôt sur le sucre.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES FINANCES ;

Vu les art. 2, 3 et 4 du traité du 8 février 1842, le § 8 du protocole final du traité du 26—31 décembre 1853, l'art. 2 de la loi du 23 janvier 1854, ainsi que l'arrêté royal grand-ducal du 1^{er} mars 1854 ;

Après délibération du Gouvernement en conseil ;

Arrête :

Les dispositions de la loi allemande du 1^{er} juin 1886, relative à l'impôt sur le sucre, seront publiées par la voie du *Mémorial*, pour avoir force de loi en tant qu'elles peuvent concerner le Grand-Duché.

Luxembourg, le 23 juillet 1886.

Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.

Beschluß vom 23. Juli 1886, wodurch die Veröffentlichung des Reichsgesetzes in Betreff der Zuckersteuer verordnet wird.

Der General-Director der Finanzen ;

Nach Einsicht der Art. 2, 3 und 4 des Vertrages vom 8. Februar 1842, des § 8 des Schlußprotokolls zum Vertrage vom 26.—31. Dezember 1853, des Art. 2 des Gesetzes vom 23. Januar 1854, sowie des Königl.-Großh. Beschlusses vom 1. März 1854 ;

Nach Berathung der Regierung im Conseil ;

Beschließt :

Die Bestimmungen des Deutschen Reichsgesetzes vom 1. Juni d. J., die Zuckersteuer betreffend, sollen, soweit sie für das Großherzogthum in Betracht kommen, durch das „Mémorial“ veröffentlicht werden, um Gesetzeskraft zu erlangen.

Luxemburg, den 23. Juli 1886.

Der General-Director der Finanzen,
M. M o n g e n a s t.

Art. 1. — Die §§ 1 und 3 des Gesetzes vom 26. Juni 1869, die Besteuerung des Zuckers betreffend (Bundes-Gesetzbl. S. 282), treten mit dem 1. August 1886 außer Kraft und werden durch folgende Bestimmungen ersetzt :

§ 1. — Die Rübenzuckersteuer wird von 100 Kilogramm der zur Zuckerbereitung bestimmten rohen Rüben mit 1,70 Mark erhoben.

§ 2. — Für den über die Zollgrenze ausgeführten oder in öffentliche Niederlagen oder Privattransitlager unter amtlichem Mitverschluß aufgenommenen Zucker wird, wenn die Menge wenigstens 500 Kilogramm beträgt, eine Steuervergütung nach folgenden Sätzen für 100 Kilogramm gewährt:

a) für Rohzucker von mindestens 90 Prozent Polarisation und für raffinierten Zucker von unter 98, aber mindestens 90 Prozent Polarisation:

1. für die Zeit vom 1. August 1886 bis zum 30. September 1887, 18,00 Mark,
2. vom 1. Oktober 1887 ab 17,25 Mark;

b) für Kandis und für Zucker in weißen, vollen, harten Broden, Blöcken, Platten, Würfeln oder Stangen, oder in Gegenwart der Steuerbehörde zerkleinert, ferner für andere vom Bundesrath zu bezeichnende Zucker von mindestens 99½ Prozent Polarisation:

1. für die Zeit vom 1. August 1886 bis 31. Oktober 1887, 22,20 Mark,
2. für die Zeit vom 1. November 1887 ab 21,50 Mark;

c) für allen übrigen harten Zucker, sowie für allen weißen trockenen (nicht über 1 Prozent Wasser enthaltenden) Zucker in Krystall-, Krümel- und Mehlform von mindestens 98 Prozent Polarisation, soweit auf denselben nicht der Vergütungssatz unter b Anwendung findet:

1. für die Zeit vom 1. August 1886 bis 31. Oktober 1887, 20,80 Mark,
2. für die Zeit vom 1. November 1887 ab 20,15 Mark.

Der Bundesrath hat die Zollämter zu bestimmen, über welche die Ausfuhr der unter a und c fallenden Zucker bewirkt werden kann. Derselbe ist auch befugt, zu bestimmen, daß die bei der Ausfuhr von Zucker gegen Steuervergütung abzugebende Deklaration auf den Zuckergehalt nach dem Grade der Polarisation gerichtet werde.

§ 3. — Den Inhabern von Rübenzuckerfabriken wird zur Entrichtung der fälligen Steuer für verarbeitete Rüben gegen Sicherheitsbestellung Kredit auf einen allgemein vorzuschreibenden Zeitraum bis zu höchstens 6 Monaten bewilligt werden. Nach Maßgabe der dem entsprechend vorgeschriebenen Kreditfrist wird der Fälligkeitstermin der Steuervergütungen (§ 2 und § 4) bestimmt.

Fällige Steuervergütungsscheine können bei allen Steuerstellen des Deutschen Reichs auf schuldige Rübenzuckersteuer angerechnet werden.

§ 4. — Für inländischen Zucker ist die Niederlegung gegen Steuervergütung (§ 2) in hierzu bestimmten öffentlichen oder unter amtlichem Mitverschluß stehenden Privatniederlagen mit der Maßgabe gestattet, daß der Zucker gegen Versteuerung durch Erstattung der Vergütung nach Maßgabe des Einlagerungsgewichts wieder in den freien Verkehr gebracht werden kann. Die Lagerfrist beträgt zwei Jahre.

Der niedergelegte Zucker haftet der Steuerbehörde ohne Rücksicht auf die Rechte Dritter für den Betrag der gewährten Steuervergütung, sowie der nach Absatz 4 zu entrichtenden Zinsen und etwaigen Kosten.

Die näheren Anordnungen über diese Niederlagen, insbesondere auch über die an die Lagerinhaber zu stellenden Anforderungen trifft der Bundesrath.

Der Betrag der Steuervergütung für Zuckermengen, welche über den auf den Tag der Nie-

berlegung zunächst folgenden 1. Oktober hinaus in der Niederlage verbleiben, ist im Falle der demnächstigen Zurücknahme in den freien Verkehr für die weitere Dauer der Lagerung mit fünf Prozent jährlich zu verzinzen.

Den Inhabern von Zuckerraffinerien kann zur Entrichtung der Steuer für den zu Raffineriezwecken aus den Niederlagen entnommenen Rohzucker Kredit bewilligt werden.

§ 5. — In Bezug auf die Bestrafung unrichtiger Deklaration von Zucker zur Aufnahme in das Lager (§ 4) finden die Bestimmungen im § 4 des Gesetzes vom 26. Juni 1869, die Besteuerung des Zuckers betreffend (Bundes-Gesetzbl. S. 282), sinngemäße Anwendung.

Wer die Steuer von dem niedergelegten Zucker hinterzieht oder zu hinterziehen versucht, begeht eine Defraudation, auf welche die für die Rübenzuckersteuer-Defraudation geltenden Strafbestimmungen sinngemäße Anwendung mit der Maßgabe finden, daß der hinterzogene Abgabebetrag nach dem Steuervergütungssatze des Zuckers zu berechnen ist. Uebertretungen der Anordnungen des Bundesraths in Bezug auf die Lagerung des Zuckers werden, sofern nicht die Defraudationsstrafe verwirkt ist, mit Ordnungsstrafen von dreißig bis dreihundert Mark belegt.

Der Lagerinhaber haftet subsidiarisch für seine Gewerbsgehülfen und die in seinem Dienst oder Tagelohn stehenden Personen rücksichtlich der Geldstrafen, Gefälle und Prozeßkosten, in welche die zu vertretenden Personen wegen Defraudationen und wegen Verlegung der Verwaltungsvorschriften verurtheilt worden sind.

§ 6. — Bei der Ausfuhr von Fabrikaten, zu deren Herstellung vergütungsfähiger inländischer Zucker verwendet worden ist, einschließlich der Auflösungen von Zucker, oder bei Niederlegung solcher Fabrikate in öffentlichen Niederlagen oder Privattransitlagern unter amtlichen Mitverschluß kann nach näherer Bestimmung des Bundesraths die Steuer für die in den Fabrikaten enthaltene Zuckermenge vergütet werden.

§ 7. — Der Bundesrath kann unter Anordnung sichernder Kontrollen gestatten, daß für vergütungsfähigen inländischen Zucker, welcher zur Viehfütterung oder zur Herstellung von anderen Fabrikaten als Verzehrungsgegenständen verwendet wird, die Steuer vergütet werde.

Art. 2. — An die Stelle der Bestimmung im § 11 lit. b der von den Regierungen der Zollvereinsstaaten unter dem 23. Oktober 1845 vereinbarten Verordnung, die Besteuerung des im Inlande erzeugten Rübenzuckers betreffend, treten die folgenden Bestimmungen:

§ 1. — Die Inhaber von Rübenzuckerfabriken sind verpflichtet, über ihren gesammten Fabrikationsbetrieb, insbesondere über die am 31. Juli jedes Jahres vorhandenen Bestände an Zucker, sowie über die Menge und Art der verarbeiteten Zuckerstoffe und der gewonnenen Produkte, nach den von der Steuerbehörde mitzutheilenden Mustern Anschreibungen zu führen, Auszüge daraus in zu bestimmenden Zeitabschnitten der Steuerhebestelle des Bezirks einzureichen und die Anschreibungen, sowie die besonderen Fabrikbücher, welche etwa außerdem über den Verbrauch von Zuckerstoffen und die Produktion von Zucker geführt werden, den Oberbeamten der Steuerverwaltung jederzeit auf Erfordern zur Einsicht vorzulegen.

§ 2. — Fabrikhaber, welche die im § 1 angeordneten Anschreibungen nicht oder den gegebenen Vorschriften zuwider oder wider besseres Wissen unrichtig führen, werden mit einer Ordnungsstrafe von dreißig bis dreihundert Mark bestraft.

§ 3. — Die Inhaber von Zuckerraffinerien, von Melasse- und Saftentzuckerungsanstalten

ohne Rübenverarbeitung, von Stärkezucker- oder Stärkesyrupfabriken und von Maltose- oder Maltosesyrupfabriken, sowie von gewerblichen Betrieben, in denen aus un versteuerten Rüben Säfte und zuckerhaltige Produkte gewonnen werden, in Betreff der letzteren unter Vorbehalt etwaiger mit Rücksicht auf besondere Verhältnisse durch den Bundesrath zu gestattenden Ausnahmen, sind verpflichtet, bis zum 1. August 1886, sofern aber die Anstalt erst später errichtet wird, innerhalb 14 Tagen vor der Eröffnung des Betriebes, der Steuerhebestelle des Bezirks schriftliche Anzeige von dem Bestehen der Anstalt zu machen. Desgleichen ist ein Wechsel in der Person des Besitzers oder eine Verlegung des Betriebes in ein anderes Lokal oder an einen anderen Ort binnen 14 Tagen schriftlich anzuzeigen, und zwar im Falle eines Ortswechsels mit Uebergang in einen anderen Steuerbezirk auch der Hebestelle des letzteren.

Die Inhaber der vorbezeichneten Anstalten unterliegen den im § 1 dieses Artikels hinsichtlich der Inhaber von Rübenzuckerfabriken ausgesprochenen Verpflichtungen.

Zuwiderhandlungen gegen obige Bestimmungen werden mit einer Ordnungsstrafe von dreißig bis dreihundert Mark bestraft.

Die Oberbeamten der Steuerverwaltung sind befugt, die im Absatz 1 bezeichneten Anstalten jederzeit zwecks Kenntnisaufnahme vom Betriebe zu besuchen.

Art. 3. — Für Elsaß-Lothringen tritt die von den Regierungen der Zollvereinsstaaten unter dem 23. Oktober 1845 vereinbarte Verordnung, die Besteuerung des im Inlande erzeugten Rübenzuckers betreffend, mit den durch das Gesetz vom 2. Mai 1870 (Bundes-Gesetzbl. S. 311) herbeigeführten Abänderungen und den folgenden ergänzenden Strafbestimmungen fortan in Kraft:

a) Wer die Rübenzuckersteuer hinterzieht oder zu hinterziehen versucht, hat die Strafe der Defraudation verwirkt.

b) Dieser Strafe verfällt namentlich auch derjenige, welcher durch Vorkehrungen, die zu einer unrichtigen Feststellung des Gewichts der zur Zuckerbereitung bestimmten Rüben zu führen geeignet sind, die Steuer verkürzt oder zu verkürzen versucht.

c) Läßt sich der Steuerbetrag, dessen Hinterziehung bewirkt oder versucht worden, nicht feststellen, so tritt eine Geldstrafe von dreißig bis dreihundert Mark, im Unvermögensfalle verhältnismäßige Freiheitsstrafe ein.

d) Weiset jedoch der Angeschuldigte in dem unter b) bezeichneten Falle nach, daß er eine Defraudation nicht habe verüben können oder wollen, so tritt nur eine Ordnungsstrafe von drei bis dreißig Mark, im Unvermögensfalle verhältnismäßige Freiheitsstrafe ein.

Die unter a bis d enthaltenen Strafbestimmungen treten auch für diejenigen anderen Theile des Zollgebiets in Kraft, in welchen dieselben bisher nicht eingeführt worden sind.

Art. 4. § 1. — Der Bundesrath wird ermächtigt, die aus dem Betriebsjahre 1885—1886 fälligen Rübenzuckersteuerkredite um drei Monate gegen eine von dem Kreditnehmer zu entrichtende und zur Reichskasse fließende rathliche Vergütung von vier Prozent der Kreditsumme zu verlängern.

§ 2. — Die Haftung der Einzelstaaten für die Sicherstellung der bewilligten Kredite bleibt auch für die verlängerte Frist bestehen.

§ 3. — Die im § 3 des Gesetzes, betreffend die Feststellung des Reichshaushalts-Etats für 1886—1887 (Reichs-Gesetzbl. 1886, S. 29), dem Reichskanzler ertheilte Ermächtigung, Schatz-

anweisungen zur vorübergehenden Verstärkung des ordentlichen Betriebsfonds der Reichs-Hauptkassa auszugeben, wird bis zum Betrage von einhundertfünfzig Millionen Mark ausgedehnt.

§ 4. — Die Vorschriften der §§ 4 bis 6 des vorangeführten Etatsgesetzes gelten auch für die vermehrte Ausgabe an Schatzanweisungen.

Avis. — Union postale universelle.

Il résulte d'une communication reçue du bureau international de l'Union postale universelle à Berne le 15 du mois courant, que les actes et arrangements signés à Lisbonne le 21 mars 1885, concernant le service international de la poste, publiés en vertu de la loi du 19 mai 1885, ont été ratifiés à Lisbonne, savoir :

1° Pacte additionnel à la convention du 1^{er} juin 1878, concernant l'Union postale universelle, par l'*Equateur* et la *Bolivie* ;

2° Pacte additionnel à la convention du 1^{er} juin 1878, concernant l'Union postale universelle et l'acte additionnel à l'arrangement du 4 juin 1878, concernant l'échange des mandats de poste, par le *Japon* ;

3° Pacte additionnel à la convention du 1^{er} juin 1878, concernant l'Union postale universelle, l'acte additionnel à l'arrangement du 4 juin 1878, concernant l'échange des mandats de poste, l'arrangement concernant le service des recouvrements et celui concernant l'introduction des livrets d'identité dans le trafic postal international, par la *Roumanie* ;

4° Pacte additionnel à la convention du 1^{er} juin 1878, concernant l'Union postale universelle, l'acte additionnel à l'arrangement du 4 juin 1878, concernant l'échange des mandats de poste, l'acte additionnel à la convention du 3. novembre 1880, concernant l'échange des colis postaux sans déclaration de valeur et l'arrangement concernant l'introduction des livrets d'identité dans le trafic postal international, par la *République Argentine* ;

5° l'acte additionnel à la convention du 1^{er} juin 1878, concernant l'Union postale universelle, l'acte additionnel à l'arrangement du 1^{er} juin 1878, concernant l'échange des lettres avec

Bekanntmachung. — Weltpostverein.

Gemäß Mittheilung des internationalen Büreaus des Weltpostvereins zu Bern vom 15. d. Mts. sind die zu Lissabon am 21. März 1885 abgeschlossenen, den internationalen Postdienst betreffenden Bestimmungen und Uebereinkommen, welche in Gemäßheit des Gesetzes vom 19. Mai 1885 veröffentlicht worden sind, zu Lissabon ratifiziert worden, nämlich :

1° die Zusatzbestimmungen zum Vertrage vom 1. Juni 1878, den Weltpostverein betreffend, durch *Equador* und *Bolivien* ;

2° die Zusatzbestimmungen zum Vertrage vom 1. Juni 1878, den Weltpostverein betreffend, und die Zusatzbestimmungen zum Uebereinkommen vom 4. Juni 1878, die Gelbanweisungen betreffend, durch *Japan* ;

3° die Zusatzbestimmungen zum Vertrage vom 1. Juni 1878, den Weltpostverein betreffend, die Zusatzbestimmungen zum Uebereinkommen vom 4. Juni 1878, die Gelbanweisungen betreffend, das Uebereinkommen, betreffend die Einzugsmandate und das Uebereinkommen, betreffend die Identitätsausweise im Postverkehr, durch *Rumänien* ;

4° die Zusatzbestimmungen zum Vertrage vom 1. Juni 1878, den Weltpostverein betreffend, die Zusatzbestimmungen zum Uebereinkommen vom 4. Juni 1878, die Gelbanweisungen betreffend, die Zusatzbestimmungen zum Vertrage vom 3. November 1880, den Verkehr mit Poststücken betreffend, und das Uebereinkommen, betreffend die Identitätsausweise im Postverkehr, durch die *Argentinische Republik* ;

5° die Zusatzbestimmungen zum Vertrage vom 1. Juni 1878, den Weltpostverein betreffend, die Zusatzbestimmungen zum Uebereinkommen vom 1. Juni 1878, die Werthbriefe betreffend, die

valeurs déclarées, l'acte additionnel à l'arrangement du 4 juin 1878, concernant l'échange des mandats de poste, l'acte additionnel à la convention du 3 novembre 1880, concernant l'échange des colis postaux sans déclaration de valeur, et l'arrangement concernant le service des recouvrements, par l'Autriche-Hongrie ;

6° l'acte additionnel à la convention du 1^{er} juin 1878, concernant l'Union postale universelle, l'acte additionnel à l'arrangement du 1^{er} juin 1878, concernant l'échange des lettres avec valeurs déclarées, l'acte additionnel à l'arrangement du 4 juin 1878, concernant l'échange des mandats de poste, l'acte additionnel à la convention du 3 novembre 1880, concernant l'échange des colis postaux sans déclaration de valeur, l'arrangement concernant le service des recouvrements et celui concernant l'introduction des livrets d'identité dans le trafic postal international, par l'Égypte.

Luxembourg, le 19 juillet 1886.

Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.

Arrêté du 16 juillet 1886, portant répartition des subsides en faveur des écoles primaires supérieures pour 1885—86.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'INTÉRIEUR ;

Vu l'art. 170 du budget des dépenses pour l'exercice 1886 et l'arrêté royal grand-ducal du 23 décembre 1885, concernant l'exécution de ce budget ;

Après délibération du Gouvernement en conseil ;

Arrête :

Art. 1^{er}. Les subsides suivants sont accordés pour l'année scolaire courante, en faveur de l'enseignement primaire supérieur, savoir :

1° à la commune de Larochette	fr. 1900
2° à la ville de Luxembourg	» 400
3° à la ville de Remich	» 1500
4° à la ville de Vianden	» 1000
5° à la ville de Wiltz	» 2000
6° à la commune d'Esch-sur-l'Alz. »	1500

Zusatzbestimmungen zum Uebereinkommen vom 4. Juni 1878, die Gelbanweisungen betreffend, die Zusatzbestimmungen zum Uebereinkommen vom 3. November 1880, den Verkehr mit Poststücken betreffend, und das Uebereinkommen, betreffend die Identitätsausweise im Postverkehr, durch Oesterreich-Ungarn ;

6° die Zusatzbestimmungen zum Verträge vom 1. Juni 1878, den Weltpostverein betreffend, die Zusatzbestimmungen zum Uebereinkommen vom 1. Juni 1878, die Werthbriefe betreffend, die Zusatzbestimmungen zum Uebereinkommen vom 4. Juni 1878, die Gelbanweisungen betreffend, die Zusatzbestimmungen zum Verträge vom 3. November 1880, betreffend den Verkehr mit Poststücken, das Uebereinkommen, die Einzugsmandate betreffend, und das Uebereinkommen, die Identitätsausweise im Postverkehr betreffend, durch Egypten.

Luxemburg, den 19. Juli 1886.

Der General-Director der Finanzen,
M. M o n g e n a s t.

Beschluß vom 16. Juli 1886, betreffend die Vertheilung der Subside zum Besten der Oberprimärschulen für's Schuljahr 1885—86.

Der General-Director des Innern,

Nach Einsicht des Art. 170 des Ausgaben-Budgets von 1886 und des Königl.-Großherzogl.-Beschlusses vom 23. Dezember 1885, die Vollziehung dieses Budgets betreffend ;

Nach Berathung der Regierung im Conseil ;

Beschließt :

Art. 1. Zu Gunsten des höhern Primär-Unterrichtes werden für's laufende Schuljahr nachstehende Subsidien bewilligt :

1° der Gemeinde Fels	Fr. 1900
2° der Stadt Luxemburg	» 400
3° der Stadt Remich	» 1500
4° der Stadt Vianden	» 1000
5° der Stadt Wiltz	» 2000
6° der Gemeinde Esch a. d. Alz.	» 1500

Art. 2. Ces subsides seront liquidés immédiatement sur le crédit de l'art. 170 du budget pour 1886, au profit du collège des bourgmestre et échevins des communes intéressées.

Luxembourg, le 16 juillet 1886.

Le Directeur général de l'intérieur,
H. KIRPACH.

Avis. — Association syndicale.

Par arrêté du soussigné, en date de ce jour, l'association syndicale pour la construction de chemins d'exploitation dans la commune d'Ettelbruck a été autorisée.

Cet arrêté ainsi qu'un double de l'acte d'association sont déposés au Gouvernement et au secrétariat communal d'Ettelbruck.

Luxembourg, le 20 juillet 1886.

*Le Ministre d'État, président
du Gouvernement,*
Ed. THILGES.

Avis. — Huissiers.

Par arrêté royal grand-ducal du 21 juillet courant, M. Pierre-Paul Schadeck, candidat-huissier à Diekirch, a été nommé aux fonctions d'huissier près le tribunal d'arrondissement de Diekirch, à la résidence d'Echternach, en remplacement de M. Schmit, qui a changé de résidence.

Luxembourg, le 24 juillet 1886.

Le Directeur général de la justice,
P. EYSCHEN.

Avis. — Justice.

Par arrêté royal grand-ducal du 21 juillet cour., MM. J.-P. Speyer, juge au tribunal d'arrondissement de Luxembourg, et J.-P. Fohl, juge au tribunal d'arrondissement de Diekirch, ont été chargés, pour le terme d'un an, à partir de ce jour, du contrôle des admissions à des établissements d'aliénés des arrondissements judiciaires de Luxembourg resp. de Diekirch.

Luxembourg, le 24 juillet 1886.

Le Directeur général de la justice,
P. EYSCHEN.

Art. 2. Die Subside werden sofort auf Art. 170 des Ausgaben-Budgets von 1886 zu Gunsten des Schöffencollegiums der betreffenden Gemeinden liquidirt.

Luxemburg, den 16. Juli 1886.

Der General-Director des Innern,
H. Kirpach.

Bekanntmachung. — Syndikatsgenossenschaft.

Durch Beschluß des Unterzeichneten vom heutigen Tage ist die Syndikatsgenossenschaft für Feldwegebau in der Gemeinde Ettelbrück genehmigt worden.

Dieser Beschluß sowie ein Duplikat des Genossenschaftsaktes sind im Regierungsgebäude und Gemeindefsekretaria'e von Ettelbrück hinterlegt.

Luxemburg, den 20. Juli 1886.

*Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,*
Ed. Thilges.

Bekanntmachung. — Gerichtsvollzieher.

Durch Königl.-Großh. Beschluß vom 21. d. Mts. ist Hr. Peter Paul Schadeck, Gerichtsvollzieher-Kandidat zu Diekirch, zum Gerichtsvollzieher bei dem Bezirksgerichte zu Diekirch mit dem Wohnsitz zu Echternach, in Ersetzung des anderwärts berufenen Hrn. Schmit, ernannt worden.

Luxemburg, den 24. Juli 1886.

Der General-Director des Justiz,
P. Eyschen.

Bekanntmachung. — Justiz.

Durch Königl.-Großh. Beschluß vom 21. Juli c. sind die H. J. P. Speyer, Richter am Bezirksgerichte zu Luxemburg, und J. P. Fohl, Richter am Bezirksgerichte zu Diekirch, mit der Kontrolle der Aufnahme von Geisteskranken in die Irrenanstalten des Gerichtsbezirks Luxemburg bezw. Diekirch, auf die Dauer eines Jahres von obengenanntem Tage ab, ernannt worden.

Luxemburg, den 24. Juli 1886.

Der General-Director der Justiz,
P. Eyschen.